

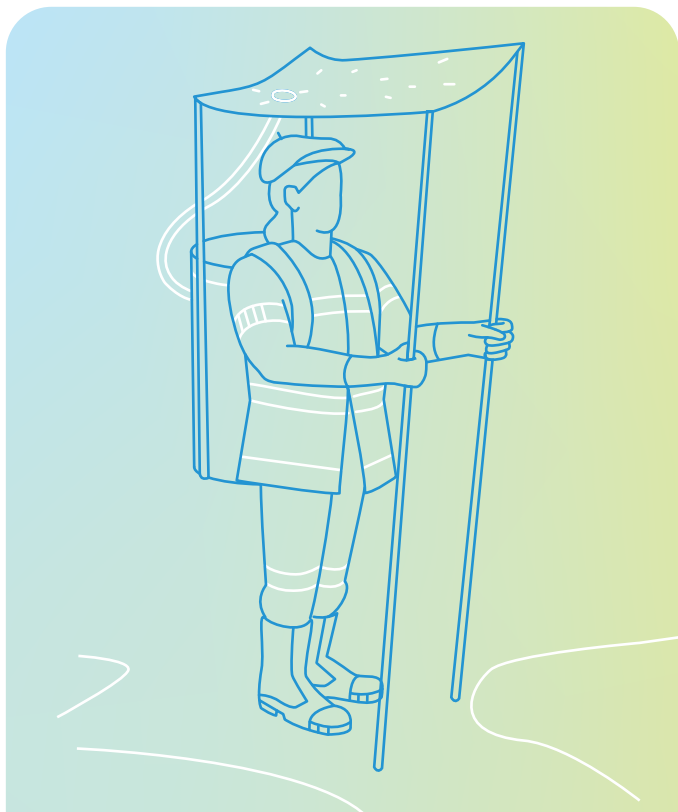
# AP2042

Imaginez les futurs  
des agents publics



## Vraiment Vraiment

Design d'intérêt général



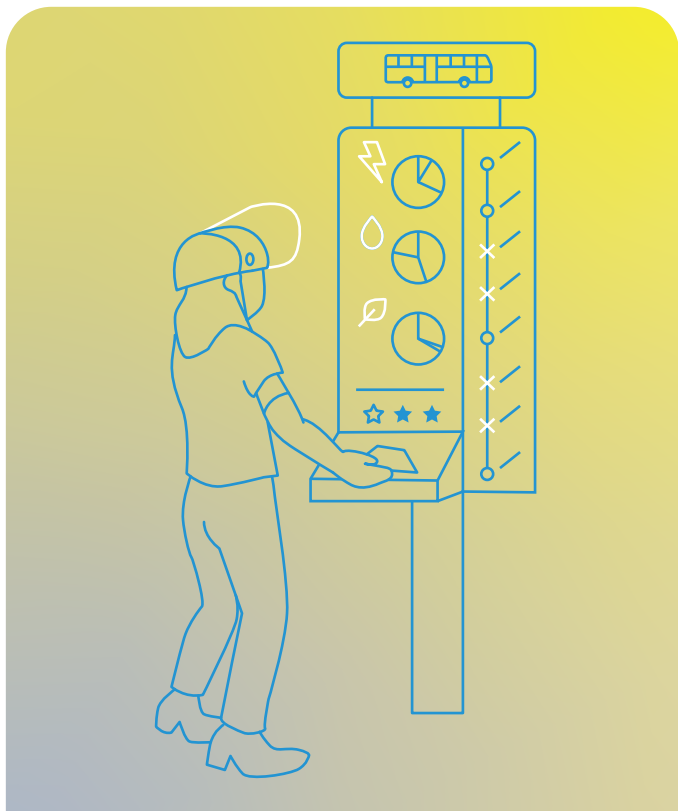
## Les unités de tactique météorologique

Les précipitations s'espacent, mais tombent avec plus d'intensité. Le pays peut désormais rester plusieurs mois sans pluie, puis recevoir tout à coup le volume de précipitations de ces plusieurs mois en l'espace de plusieurs jours. Les sols secs n'absorbent plus et les nappes phréatiques ne sont plus alimentées.

Les difficultés d'accès à l'eau engendrent régulièrement des violences à travers tout le pays. L'eau est ainsi devenue à la fois un enjeu de sûreté et une ressource stratégique de souveraineté nationale.

Pour faire face à cette crise hydrique, **un nouveau corps militaire est créé pour gérer les réserves d'eau et d'actionner les dispositifs d'urgence, assurer la protection des populations et piloter les actions de prévention.** Ils assurent ainsi le stockage, le transport et la juste redistribution de l'eau pour assurer un accès équitable à l'eau.

Ce nouveau corps militaire, nommé «**unité de tactique météorologique**», pilote également les actions de prévention comme les plantations de zones humides.

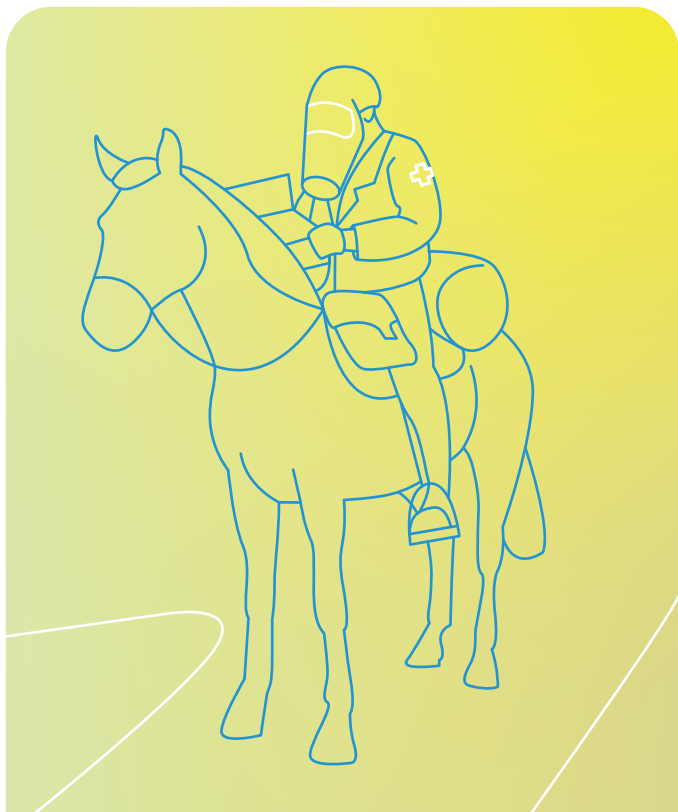


## La citoyenneté sous conditions

Les conditions environnementales et les ressources disponibles sont devenues trop faibles pour permettre de laisser leur utilisation à l'échelle de décisions individuelles.

**Pour inciter les citoyens à l'économie et à la frugalité, la citoyenneté est soumise à condition.** La capacité d'usage des droits civiques est ainsi rendue proportionnelle à la capacité individuelle à l'économie, à la frugalité et la participation collective au maintien de la qualité environnementale d'un territoire.

Tout citoyen possédant un mauvais score sur ces critères se voit refuser l'accès à certains services publics. Cette citoyenneté sous conditions est coordonnée à l'échelle départementale par le **Service du Citoyen Exemplaire** et mise en application par les communautés de communes qui sont désormais obligées de tenir un **registre d'exemplarité citoyenne** de leurs administrés.



## Les caravanes hippocratiques

Face à la disparition progressive des voies de transport, **la médecine a dû devenir itinérante pour continuer à honorer le serment d'Hippocrate**. La Direction Générale de l'Offre de Soins finance des caravanes hippocratiques, qui ont pour mission de sillonner les territoires pour soigner, mais surtout pour former massivement les populations aux principes médicaux : connaissance des premiers soins, collecte de plantes, identification des symptômes infectieux...

La collecte et le stockage des essences médicinales sont organisés dans des refuges médicinaux. Détenteurs d'une ressource précieuse et difficile d'accès. Ils sont devenus des centres de décision importants qui assurent l'approvisionnement des caravanes. Les malades environnants affluent pour recevoir les soins, les cours reprennent et les échanges de médicaments entre territoires assurent la continuité de l'accès aux soins.



## Les lignes de vie territoriales

Face à l'effondrement, les territoires se sont reconfigurés à partir des points à fort « potentiel de rassemblement ». Autour des axes de transport fluvial et routier se sont organisés des conseils rassemblant des représentants des villes et villages alentour.

**Le long de ces lignes de vie territoriales, ces « conseils linéaires » ont progressivement centralisé d'anciennes fonctions régaliennes et territoriales, ce qui remet en question la légitimité des échelons départemental et régional sur les questions de développement et d'aménagement du territoire.**

Ces conseils ont récupéré les compétences d'application de la justice, de droit de circulation, d'administration des taxes et de mise en cohérence des services. Les rencontres inter-linéaires sont l'occasion de négociations transfrontalières et tissent les coopérations entre les territoires pour éviter à tout prix leur isolement.

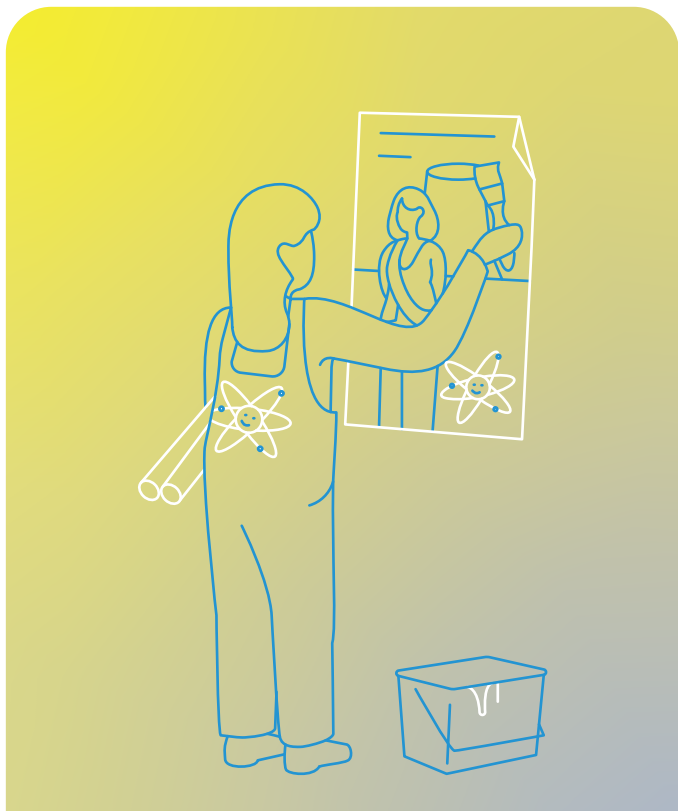


## Les nouveaux troubadours

Après l'effondrement, la culture seule a réussi à maintenir un semblant de cohésion sociale. Le pillage des grands pôles urbains a détruit de nombreuses œuvres, mais fort heureusement des **questeurs culturels se sont occupés de répertorier et cartographier les œuvres restantes à travers le territoire français.**

Au fil de leurs voyages pour retrouver et mettre hors de danger les œuvres, **les questeurs ont embrassé une fonction sociale totalement nouvelle pour eux : ils sont de nouveaux troubadours.**

En itinérance, ils racontent chaque soir les œuvres, les tableaux, les sculptures de jadis, transformant la culture patrimoniale en œuvre contée aux citoyens français. Certains ont développé des savoirs faire de copiste et reproduisent les œuvres d'art pour les transporter avec eux dans les caravanes culturelles du Ministère qui se transforment parfois en espaces d'exposition itinérants.



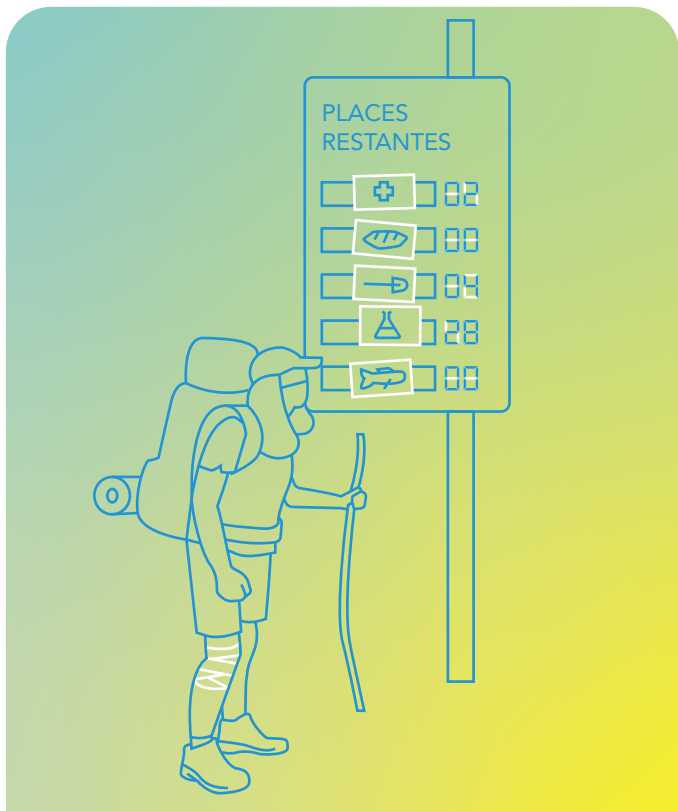
## Les oligarchies technologiques

Face aux impacts de l'effondrement sur notre souveraineté énergétique, la réponse a été hyper-localiste et le rapport de force s'est inversé. Des agents de service, qui concentrent toute l'expertise nécessaire à faire fonctionner les services énergétiques sur les territoires, ont pris le pouvoir.

Le mouvement est monté très rapidement à la fois dans les villes et dans les campagnes et s'est accompagné d'une prise de conscience exacerbée des agents de leur pouvoir d'expertise.

Ce sont des centaines voire des milliers de **petites oligarchies technologiques qui se sont structurées et négocient désormais avec les autorités par la terreur. En jouant sur la peur de l'incident nucléaire, ils arrivent à faire fléchir les autorités sur bon nombre de sujets : augmentation salariale, autorisation dérogatoire...**

Partagée entre peur et dépendance à ces oligarchies, on voit se former des « réserves de citoyens » qui ont pour unique mission de contrôler et défendre une souveraineté partagée de l'énergie sur leur territoire.



## Les douanes des compétences

L'effondrement a rallongé les temps de déplacement, et les territoires s'en retrouvent d'autant plus morcelés, et pour certains très affaiblis. Les services publics perdent en universalité et varient d'un canton à l'autre.

Les migrants climatiques voient notamment la procédure d'accueil varier du tout au tout. **Les douanes des compétences sont des nouveaux services décentralisés qui ont pour mission de guider et contrôler les flux de migrations de populations. Ces douaniers d'un nouveau genre jouent un rôle essentiel dans le processus de revitalisation des territoires fragilisés par la disparition d'influences urbaines régionales.**

Les besoins d'ingénieurs, de médecins, de professeurs, se résorbent peu à peu avec l'installation de nouveaux venus qui, pour avoir le droit de migrer avec leurs familles, ont dû prouver l'utilité de leurs compétences pour le territoire.

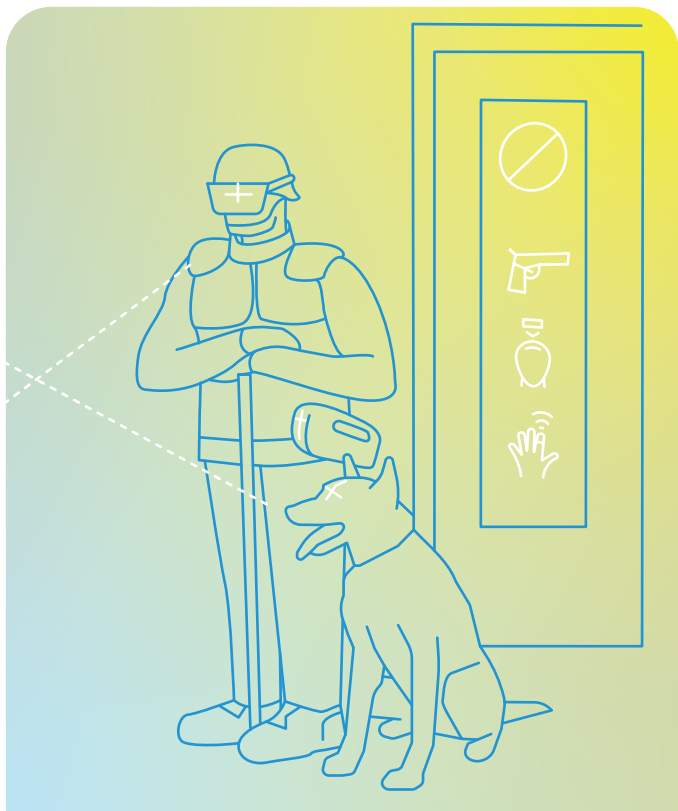




## Les jurisprudences anthropiques

Avec l'intention de promettre le meilleur avenir possible à leurs enfants, des parents se sont rendus à l'étranger pour faire modifier le génome de leurs embryons avant leur naissance. Vingt ans plus tard, ces enfants promis à des capacités cognitives supérieures se voient interdits de concours pour fraude, privés d'assurances santé faute de recul suffisant sur leurs nouveaux métabolismes, ou encore frappés par l'isolement du fait d'une stigmatisation sociale. **Dans les tribunaux, les plaintes d'enfants à l'encontre de leurs parents et de l'État se multiplient pour réclamer réparation du préjudice subi qu'ils qualifient « d'atteinte à l'exercice de leur libre existence ».**

Une loi d'équité anthropique, censée régler ce vide juridique, est repoussée alors que les plaintes se multiplient. Les magistrats appellent le gouvernement à l'aide sur la lecture éthique et juridique de ce nouveau problème de société.



## Le NumEx

La généralisation des **NumEx (dispositifs numériques d'extension cognitive)**, tant dans la sphère professionnelle que dans la sphère personnelle, pose de nouvelles problématiques. En effet, lorsqu'un employeur propose une extension professionnelle altérant les traits de caractère, est-ce une faute professionnelle de la refuser ?

Est-il souhaitable de restreindre l'accès à certains services publics aux usagers disposant de logiciels référencés comme « menaçants » pour les services des administrations ? Les managers sont-ils autorisés à utiliser des extensions d'analyse personnelle lors de leurs échanges avec les salariés ? Le comité « NumEthique » est créé et missionné par l'Assemblée nationale de rendre des avis sur l'encadrement administratif et légal des différentes technologies d'altération cognitive.

## 02 L'ADMINISTRATION

CHOIX DES ACCESSOIRES

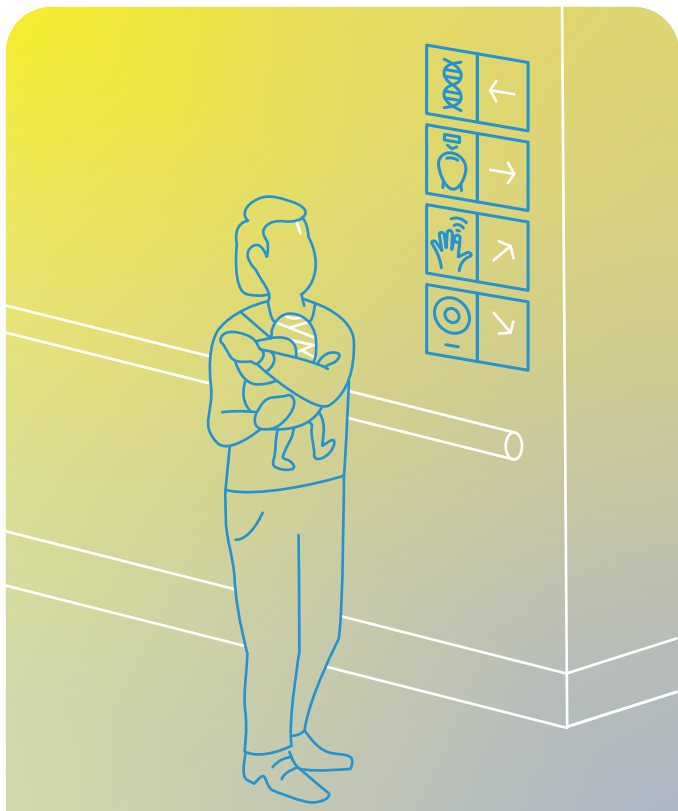


## Les médiateurs de la culture transhumaniste

Face à la montée des incompréhensions entre transhumains et « humains à l'ancienne », le gouvernement a mis en plus une politique de réconciliation spécisite, elle passe aussi par la culture. La nouvelle exposition du transhomme (Revivre l'homo sapiens) a été inaugurée en automne 2042.

L'exposition est défendue par ses auteurs et par ses « médiateurs culturels d'un nouveau genre » : « les médiateurs de la culture transhumaniste ». Ils défendent l'exposition comme un outil indispensable à l'échange et la pédagogie anthropique, conditions sine qua non à l'écriture du **Roman national transhumaniste**. En dépit de l'effort du gouvernement, son inauguration a été l'occasion de voir se multiplier les controverses.

Bien que le musée se défende d'exercer une mission d'information en retraçant les différentes étapes de l'altération de l'identité humaine et la manière dont la société et les institutions s'y sont adaptées (évolution des cartes d'identité et cartes vitales pour y certifier les modifications humaines), les modalités de visite sont perçues comme du « mépris de race » par ses détracteurs : l'exposition propose des dispositifs de réalité virtuelle immersifs pour « vivre comme un homme à l'ancienne ».



## La Direction des Altérations Physiques et Cognitives

Être modifié - numériquement ou génétiquement - est un marqueur lourd : tout citoyen augmenté est tenu de le signaler auprès de la **Direction des Altérations Physiques et Cognitives**.

Malgré la légalisation des opérations transhumaines et le boom de transformations qui s'en est suivi dans les années 2030, de plus en plus d'innovations transhumaines sont remises en cause par ces déclarations. En effet, rares sont les citoyens aux modifications oculaires - vision infrarouge, module d'enregistrement ou module de partage de la vision - qui sont encore autorisés à pénétrer dans une discothèque ou certaines banques. Que ce soit par suspicion ou par sécurité, les demandes explicites d'information sont légion.

Contre toute attente, les demandes de certification de non-augmentation ont explosé, en particulier de la part des services d'accueil au public, où les agents souhaitent avoir la certitude que les usagers disposent des « aptitudes naturelles » des usagers. La CNIL et la **CNAP (Commission Nationale des Augmentations Personnelles)** se renvoient la balle pour statuer d'une situation de crise identitaire nationale.



## Le service général de la mort obligatoire

Pour contrôler la démographie, les naissances et les décès sont régulés. L'eugénisme est de mise à la naissance et les parents peuvent décider de procéder à des IVG sur la base du génome de leurs embryons. L'euthanasie est également largement admise et même incitée.

Des points de vie sont en effet calculés pour chaque individu. Un radiologue certificateur joue pour cela le rôle d'huissier et procède régulièrement à l'examen des droits de vie des citoyens. Lorsqu'un individu n'a plus assez de points de vie, **le service général de la mort obligatoire** programme une euthanasie. Une personne dont les points de vie restent encore assez conséquents, mais qui souhaite procéder à une euthanasie peut cependant signer

un contrat de génération pour transférer ses points de vie à ses enfants ou d'autres personnes plus jeunes de manière anonyme. Ces points de vie permettent aux personnes qui les reçoivent d'être accompagnées pour acquérir de nouvelles compétences et donc de gagner en points de vie... Autre dispositif; la fossoyeuse des classes moyennes s'occupe de la mise à mort de ces 45 % de la population n'ayant pas de capacités innées.

Cette injonction à la mort provoque un mouvement de contestation chez les retraités. Ces retraités réfractaires à cette injonction s'exilent, se cachent et s'organisent dans des zones protégées, en milieu rural, pour ne pas mourir.

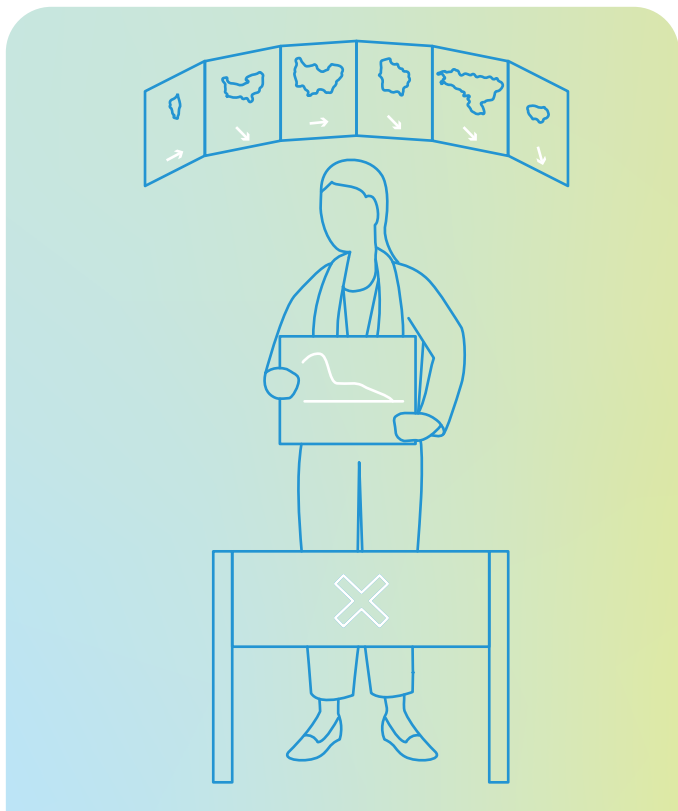


## Les subventions pour aménagement corporel

Une crise nucléaire cause le décès de 40 % de la population française.

Parmi les survivants, deux cas de figure s'observent. Pour la majorité de la population, les conditions de vie sont très difficiles avec des difficultés respiratoires et une grande vulnérabilité face aux rayons actifs persistants. Pour une minorité privilégiée, la crise n'a en revanche que très peu modifié les habitudes de vie. Cette minorité est constituée de « personnes augmentées », c'est à dire possédant des extensions transhumanistes.

Face à l'injustice sociale engendrée par les effets de la crise nucléaire, l'État subventionne les augmentations transhumanistes pour permettre à la population de survivre à la crise nucléaire. L'augmentation est normalisée via ces **subventions pour aménagement corporel**, et pose de nouvelles problématiques : peut-on laisser une personne augmentée voter dans un isolement ? peut-on assurer une personne augmentée au même titre qu'une personne « naturelle » ?



## Le sondagisme ordinaire

En juin 2022, une destitution par sondage vient de renverser Ida Bandelli alors présidente de l'Assemblée nationale. Cette procédure instaure un suivi en temps réel des sondages homologués par la direction de l'opinion publique du Ministère de l'Intérieur.

Tout responsable public tombant sous un seuil de popularité prédéfini voit son mandat automatiquement révoqué. Madame Bandelli avait réussi l'exploit de conserver ce poste près de 6 ans **grâce à l'association en coaching comportemental proposé par Invec-ture, une société spécialisée dans l'accompagnement algorithmique des décisions.**

Lorsqu'il est possible de tout prévoir, il faut savoir donner aux décisions des motivations plus humaines qu'elles n'en paraissent. Sa longévité avait été tellement notable que de nombreuses enquêtes menées par la DOP pour tenter de déceler d'éventuelles collusions avec des médias.

**Le vote en ligne des prochain.e.s président.e.s est désormais en cours** et la neutralité des prises de parole est suivie de près par l'ensemble des acteurs du secteur de l'OpinionTech.



## Smart-Réinsertion

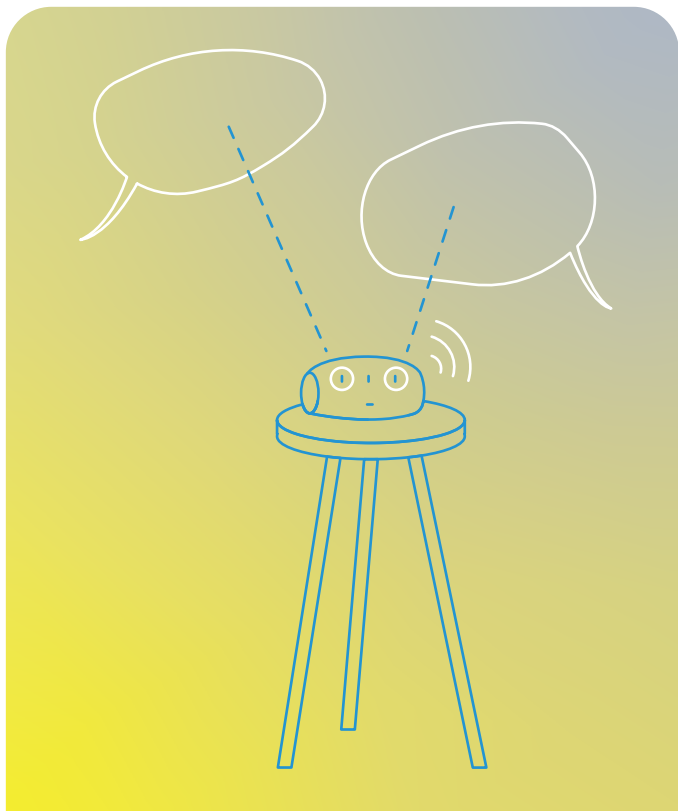
Le système pénitentiaire français est saturé par les cas de réitération. Grâce à la combinaison de dispositifs technologiques de « socio-surveillance » permettant de capter une diversité de données comportementales concernant chaque détenu, on prêche en faveur d'une incarcération moins longue en pariant sur un programme de réinsertion sur mesure.

**Ces données, captées en continu, et croisées avec des données déclaratives des gardiens et des proches, déterminent un profil de sortie qui est soumis au juge d'application des peines.**

Ce dernier reste seul décideur de l'avenir du détenu. Ces nouveaux dispositifs, bien connus des métiers du droit, ont amené les avocats à s'initier à la datascience.

Pour défendre au mieux leurs clients, ils sont désormais amenés à parier sur les inconnus de l'équation algorithmique qui soumette au juge un profil. Alors que leur métier consistait auparavant à étudier un récit de vie et à défendre un point de vue, il consiste désormais à dicter à son client comment vivre sous surveillance pour duper l'algorithme et obtenir un accompagnement le moins lourd possible.





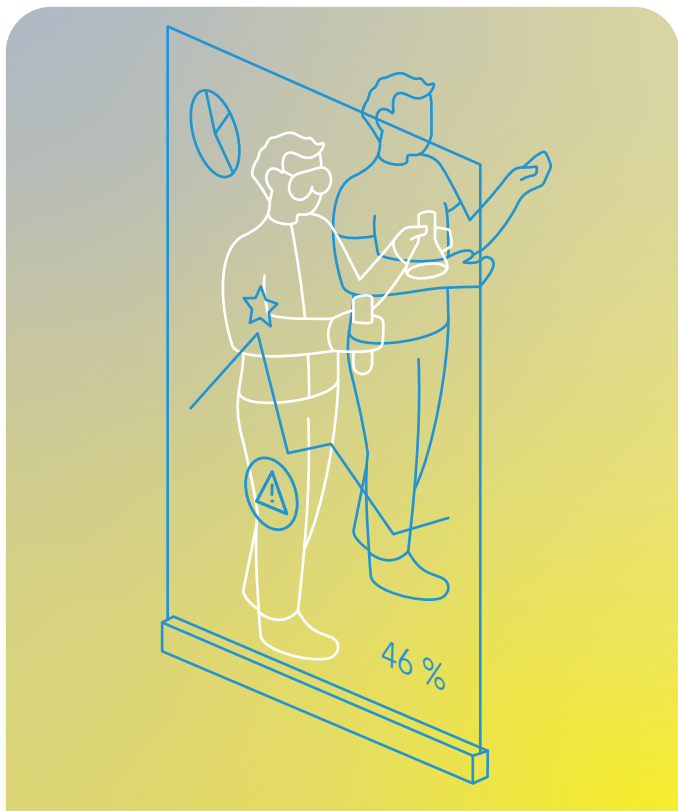
## Les capteurs de nuisances d'usage

Les enseignements issus de l'étude sociologique du Syndrome Linky, conduite au début des années 2020, ont amené l'administration française à s'outiller massivement de Capteurs de Nuisances d'Usage.

**Pour prévenir les comportements déviants des usagers dans le cadre de l'utilisation de services publics, des outils de captation de données à caractère suspect ont été installés.**

Le silence absolu ou le bruit continu dans la rue, la tension visuelle face à une interface, la dégradation de l'espace public, l'agressivité, la perte de document, l'oubli d'un rendez-vous sont autant de signaux faibles qui permettent de mesurer la bonne santé du pays grâce à un baromètre qu'est le climat social.

Ces outils qui permettent à la fois la captation et l'analyse des comportements déviants ont révolutionné la relation que l'agent public entretient à l'utilisateur. **Ils peuvent désormais anticiper les comportements, les analyser et être force de proposition pour améliorer le service public qu'ils distribuent.**



## La Gestion Universelle des Emplois et Compétences

En 2039, après avoir essayé les échecs successifs de Parcours Sup et ses héritiers, Pôle emploi et le Ministère de l'Éducation nationale décident de fusionner pour mettre en place une Gestion Universelle des Savoirs, Emplois et Compétences.

Désormais, chaque citoyen, du CP et jusqu'à la retraite, sera suivi numériquement et conjointement par cette nouvelle instance, le **ministère de l'Éducation et de l'Emploi**. Ainsi, les données scolaires (notes et appréciations) seront continuellement croisées aux données comportementales (compte rendu d'interactions avec le corps enseignant et les agents publics) et aux données territoriales (offres d'emploi disponibles) afin de proposer une **Voie Professionnelle d'Avenir** à chaque citoyen.

Cette voie permet de guider chaque citoyen vers des études, puis vers un ou plusieurs métier.s et entreprises du territoire qui semblent lui correspondre et lui assurer une employabilité à vie. La politique économique et la politique d'emploi de chaque territoire s'autoalimentent : les entreprises sont appelées à s'installer sur un territoire sur la base de l'étude des VPA afin que les citoyens d'un territoire ne soient pas amenés à quitter leur territoire pour raison professionnelle.



Parlez-vous  
Admin



Google Civic



Captainadmin

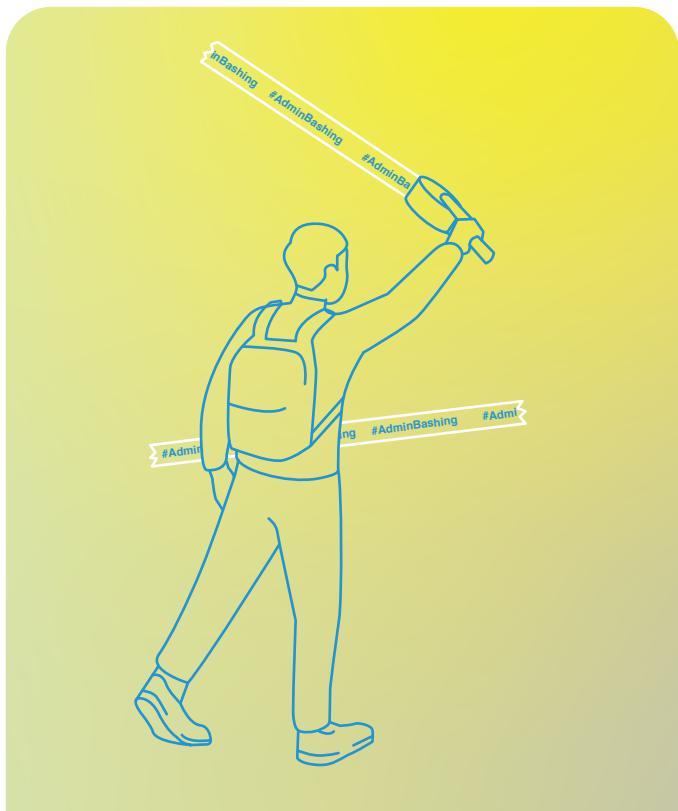


## Parlez\_vous\_admin.fr

Le flot continu de réformes publiques de modernisation et de simplification a débouché sur un service public français tout numérique dont la carte grise n'était que l'amuse-bouche. Le fossé social s'est creusé entre « les autonomes numériques » et le reste du monde, ceux dont la culture numérique n'est pas suffisante pour garantir l'accès et l'usage de cette nouvelle génération de services publics.

Par manque de réactivité et de capacité à rematérialiser, la réponse est venue des GAFAM et leurs petits frères qui occupent un nouveau marché : les admintech. [Parlez-vous-admin.fr](http://Parlez-vous-admin.fr), [civic.google.com](http://civic.google.com), [captainadmin.fr](http://captainadmin.fr) ou encore [Facebookcitizen.com](http://Facebookcitizen.com) sont les nouvelles interfaces qui relient l'Etat aux citoyens souffrant d'illectronisme.

Ces services offrent à leurs usagers un bouquet de fonctionnalités (vocales, visuelles, immersives) adaptées aux besoins des usagers pour leur permettre de dialoguer avec les services publics. Qui de mieux qu'un robot pour échanger avec l'agent conversationnel d'un service public, qui de mieux qu'un algorithme de réponse haute-fréquence pour répondre aux algorithmes quotidiens ? Le coût de ces services supporté par les citoyens en situation de précarité numérique remet en question l'égalité d'accès au service public, principe fondateur, et fait scandale dans l'opinion publique.



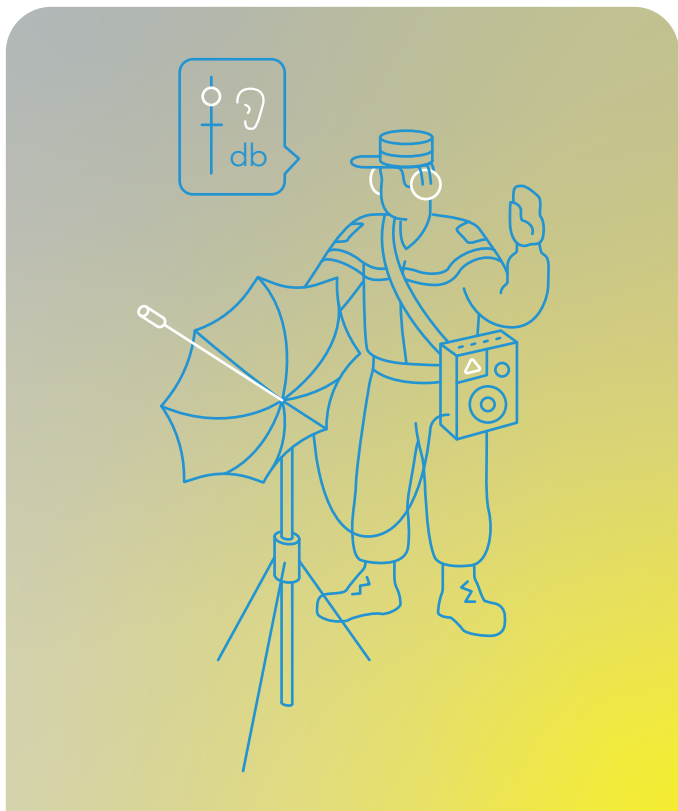
## #AdminBashing

L'avènement du service public tout numérique, puis du « tout vocal », avec notamment l'apparition des agents publics conversationnels incarnés dans des interfaces usagers chatbots, suscite la rébellion de la société civile, mais pas que. **Citoyens, associations, agents publics et même services d'État s'unissent pour militer au sein du mouvement « AdminBashing »** et revendiquent leur désaccord par des actes de désobéissance numérique.

Appels à trois ou quatre voix mettant à défaut les algorithmes, mouvement de saturation des serveurs ou encore dégradations collectives des outils

par hacking... Leur démultiplication et la diversité exponentielle des formes qu'ils prennent met en échec la promesse de continuité du service public. **Les temps de traitement deviennent de plus en plus longs et le nombre de services en maintenance simultanément menace de faire imploser le système administratif français.**

En réponse à cette situation, l'Etat débloque un budget exceptionnel pour la mise en place de groupes d'intervention administrative à l'échelle territoriale. Un plan de réhumanisation des relations agents-usagers est à l'étude.

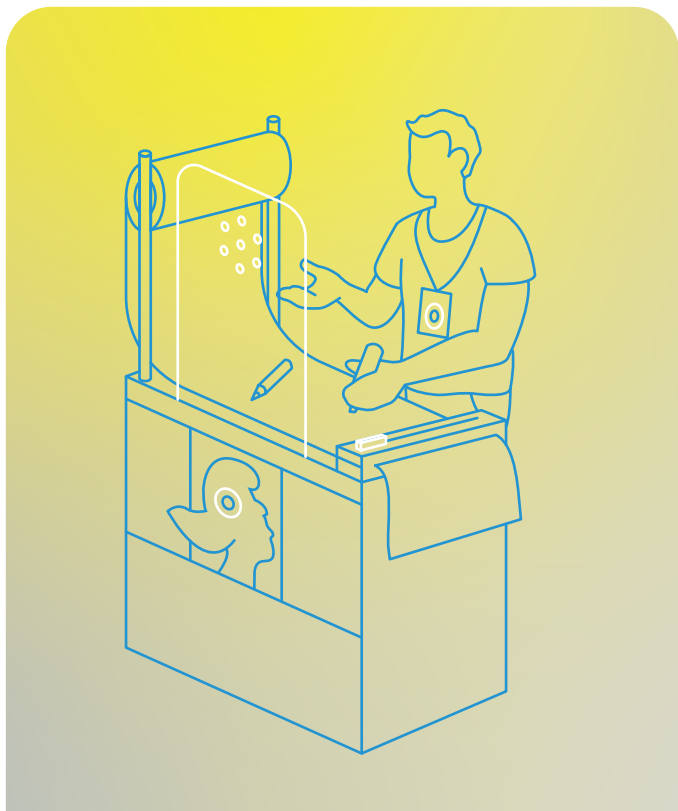


## La campagne MUTE

Depuis l'arrivée des échanges vocaux en Haute Définition, on assiste à un renversement de paradigme : le son n'est plus considéré par défaut comme une nuisance, mais comme la norme.

Les services privés, tout comme publics, s'adaptent et sont ainsi de plus en plus distribués par la voix. Les citoyens sont constamment interpellés dans l'espace public par les annonceurs publicitaires, par les pouvoirs publics ou bien encore par les commerces de proximité... Dans cette nouvelle société, chacun doit alors se créer ses propres espaces temporels et physiques d'intimité sonore.

À chacun sa stratégie : utilisation permanente de casque audio, installation d'implants auditifs sous-cutanés, bulles de silence générées par drone... Comme réponse de la puissance publique, **L'ATS (Agence Transition Sonore) lance la campagne MUTE** (Maintien des Usages Techniques de l'Écoute) qui a pour objectif la création et la mise en œuvre de normes pour l'occupation équitable de l'espace sonore. On voit alors fleurir les premières zones Mute dans l'espace public : les parcs sont les premiers équipés, puis c'est au tour des équipements publics (piscine, école) qui accueillent les « cabines à silence ».



## La Direction Interministérielle de l'Empathie Publique

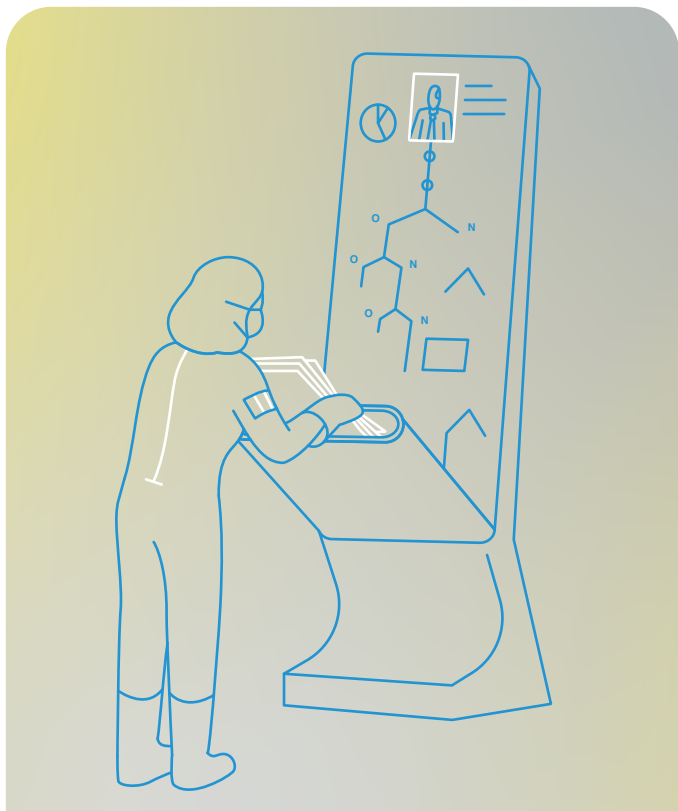
Le vote de la norme ISO SENV (Service Empathique et Non-Verbal) par la Commission nationale de l'accueil public réaffirme une nouvelle fois l'urgence pour le gouvernement de s'atteler à garantir plus d'empathie, de savoir-être et de non-verbal dans les échanges agent public - usager.

C'est **une nouvelle direction interministérielle, celle de l'Empathie publique**, qui est créée pour garantir la bonne conduite de ce chantier d'ampleur, annoncé comme le tournant de ce quinquennat. Leur mission consistera à garantir la formation de l'ensemble des agents publics : de ceux qui encore en formation aux pré-retraités.

Le changement le plus significatif, et probablement le plus symbolique, est

celui de la réforme des concours d'accès à la fonction publique. **L'épreuve d'empathie appliquée** compte désormais pour autant de points que les épreuves dites «rationnelles», en place principalement pour vérifier la base de connaissances et la capacité d'analyse des candidats.

Les administrations se retrouvent quelque peu bousculées par l'arrivée en masse de ces nouveaux profils et de leur lot de nouvelles compétences : **forte capacité à travailler en équipe, traduction des procédures administratives en langage usager, FALC (Français Facile à Lire et à Écrire) courant**. L'évolution des pratiques indispensables à leur bonne intégration dans le système administratif actuel pose question à la communauté académique de management public.



## L'archéologie administrative

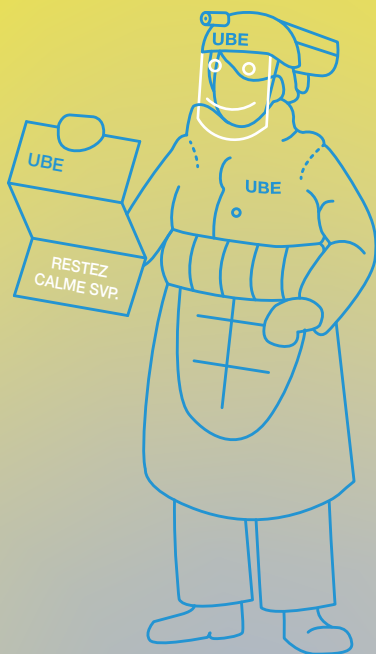
La semaine dernière, l'inauguration de l'IN4A (**Institut national d'Archive Administrative Audiovisuelle et Algorithmique**) a ramené une nouvelle fois dans le débat public les questions de l'archive et de l'analyse des fichiers administratifs de l'ère post alphabétique.

Depuis la disparition de l'écrit comme langage officiel de l'administration publique, il est devenu de plus en plus compliqué de tracer les processus de décision publique, les projets de loi ou bien encore les projets de réforme à l'échelle nationale. L'IN4A a pour objectif d'outiller et de financer le travail **d'archéologie administrative** qui a pour objectif de mettre en perspective l'**histoire politique et administrative** du pays.

Des équipes pluridisciplinaires d'archéologues, historiens, datas-

scientifiques ou encore d'experts en légistique, communication publique travaillent à retracer, décortiquer et reconstituer les décisions politiques des dernières décennies, dont les rouages étaient jusqu'alors détenus en totalité par les algorithmes qui les orientent. Reprendre le dessus sur l'accélération de l'action publique est enfin affichée comme une priorité par les gouvernements.

On espère bientôt pouvoir mesurer des indicateurs comme le poids d'influence des lobbies et des « influenceurs publics » dans les décisions publiques semi-automatiques. L'IN4A a inspiré la création de ce nouveau genre d'institut dans les autres pays membres de l'Union eurasienne et ouvre la voie à l'apparition de nouveaux schémas d'analyse de l'action publique pour cette deuxième moitié de XXI<sup>e</sup> siècle.



## Les agents publics spécialisés Usager Bouc Émissaire

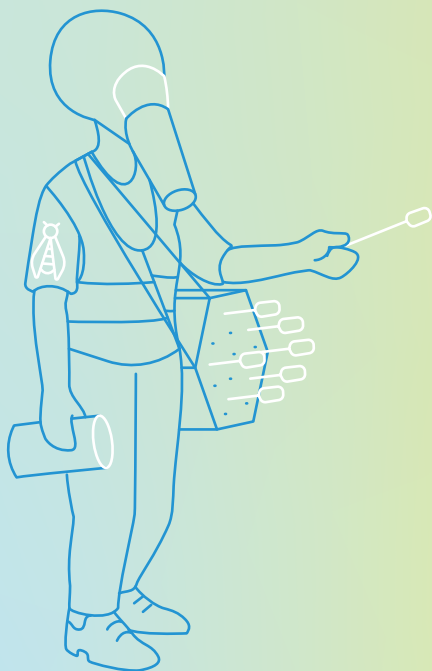
Face à des services publics de plus en plus automatisés, les citoyens français deviennent spectateurs de leur vie administrative. La seule partie de l'Administration encore visible pour l'utilisateur : **la Direction Service Usager et Débuggage**. Cette administration centrale traite des « cas de force majeure », les cas qui ne répondent à aucune requête automatique et nécessitent un traitement « par raisonnement humain » : disparition brutale de dossier, situation individuelle pas compatible avec l'algorithme, pas d'interopérabilité entre services, perte ou vol de données sur les serveurs...

La DSUD est composée d'un seul type d'agent public, **l'agent UBE - Usager Bouc Émissaire**.

Formé à la fois aux questions techniques et sociales, il est capable de diagnostiquer et de résoudre les situations administratives les plus complexes.

Lors des séances quotidiennes de CCA, les **Cellules de Crise Administrative**, l'agent UBE mobilise une équipe de résolution sur mesure, composée d'autres agents UBE humains et d'assistants virtuels de recherche dont le rôle est de requêter intelligemment la Matrice Administrative - la base de données unique et intelligente de l'administration française, qui centralise et stocke l'ensemble des historiques de procédures et dossiers.





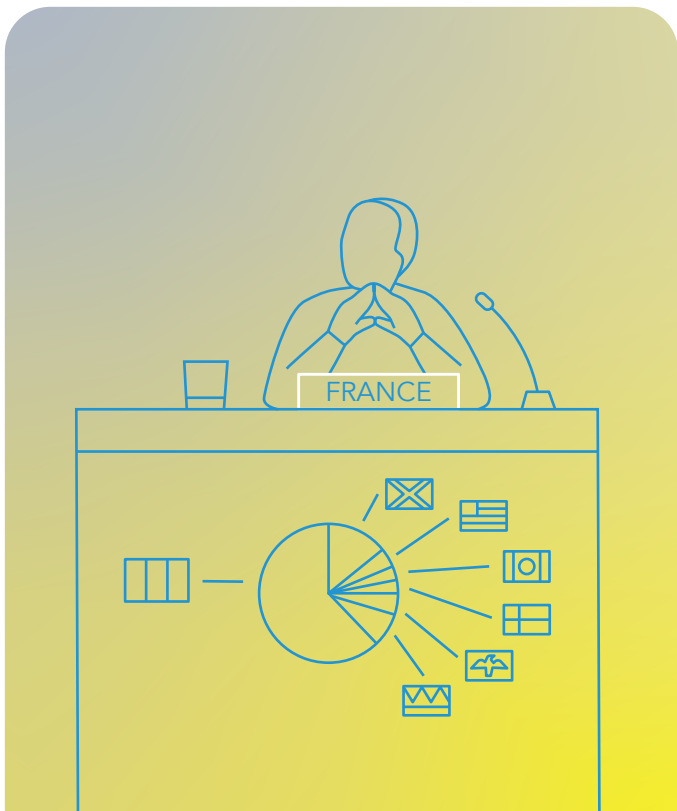
## L'Agence Nationale du Développement des Compétences

La croissance étant toujours plus faible, l'État n'a plus assez de fonds pour maintenir l'ensemble des services publics. Pour répondre à ce manque de service, l'**Agence Nationale du Développement des Compétences (ANDC)** est créée et les élèves se spécialisent dès l'âge de 14 ans dans un métier à but d'intérêt général.

La mission de l'ANDC est d'analyser les besoins de la société pour former à des compétences sociales et orienter les élèves dans l'identification de leurs **citizenskills** : leurs **savoirs-faires d'intérêt général**.

En effet la carrière de chaque citoyen fonctionne à deux vitesses : 50 % de son temps est attribué obligatoirement **« aux Contributs » - des contributions obligatoires à des sociétés de production d'intérêt général** - tandis que les 50 % restant sont à usage personnel.

Les professeurs sont avant tout des psychologues capables de tirer parti du meilleur de chacun pour à la fois former les élèves au collectif et développer leur propre individualité. Les conseillers d'insertions sont chargés d'étudier les citizenskills de chaque enfant pour l'orienter vers un métier public adapté.



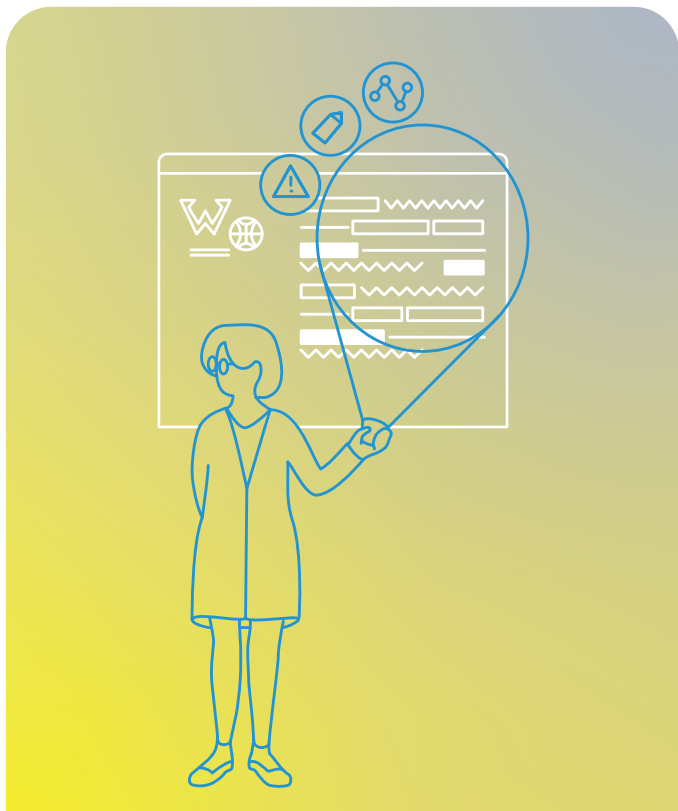
## Le traité de libre échange informationnel

Ces derniers mois, la démultiplication des fausses informations et d'ingérences des médias étrangers sur les réseaux sociaux sert la montée des théories complotistes qui commencent à menacer sérieusement la souveraineté informationnelle du pays. En réponse à la puissance et à la dangerosité du phénomène, l'État a décidé de créer l'**ISIN, l'Institut de la Souveraineté Informationnelle Numérique**.

Celui-ci est chargé de négocier des traités bilatéraux en matière de souveraineté informationnelle. Ainsi des agents publics d'un genre nouveau sont recrutés : **les ambassadeurs info-médiatiques**. À la croisée entre journalistes, hackers et

espions, ces agents publics sont en relation permanente avec leurs homologues étrangers et les responsables comptes publics des plateformes en question. La négociation donne naissance à un accord qui limite à un certain % le volume d'informations provenant de chaque pays, et censure, par défaut, tous les médias étrangers qui n'auraient pas été certifiés par l'Institut.

La réforme fait polémique dans le petit cercle des médias. Depuis une semaine, le **Syndicat des Lanceurs d'Alerte** fait grève et dénonce un plan de censure de l'information digne de ceux des plus grandes puissances communistes.



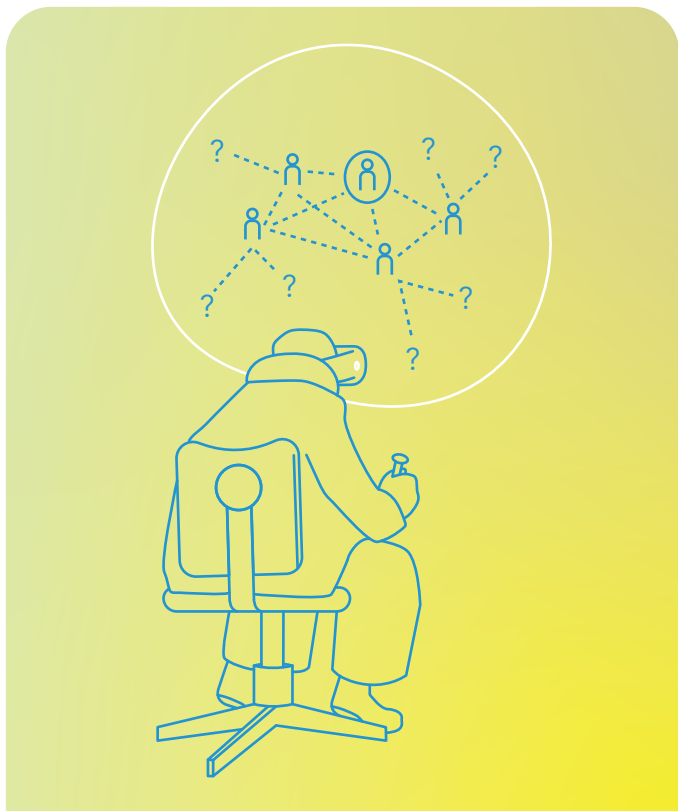
## Le permis d'expression numérique

Dans un contexte d'infobésité et face à la démultiplication des trolls sur les réseaux sociaux, l'Etat décide de créer le « **permis d'expression numérique** », premier de la série de « permis citoyens » dont les petits frères ne sauraient tarder. Ce diplôme, nominatif et révisé tous les 10 ans, est délivré par des organismes étatiques certifiés : les infos-écoles. Ses deux missions principales sont :

1/ vérifier que chaque citoyen ne dispose que d'une unique identité numérique

2/ s'assurer que les bases de l'analyse informationnelle sont acquises pour qu'un citoyen diplômé, qui n'est plus en permis probatoire, puisse être appelé à faire son **service civique informationnelle** (successeur du fameux Service National Universel).

Ce nouveau dispositif mis en place par l'ISIN - l'Institut de la Souveraineté Informationnelle Numérique - vient doubler le contrôle algorithmique d'un contrôle humain pour permettre une meilleure régulation du marché de l'info en ligne. Désormais, chaque citoyen en service deviendra veilleur informationnel pour une durée de 6 mois et sera tenu d'alerter les autorités de toute suspicion de comportement déviant. Cette réforme fait polémique : alors que certains saluent l'ambition éducative et la tentative d'une gouvernance informationnelle partagée, d'autres mettent en lumière des biais inhérents au dispositif même : comment s'assurer de ne pas confondre une fausse information et une information nouvelle, mais non moins importante ?



## Les unités de tactique météorologique

Dans un contexte de crise post-immobilière où le municipalisme monte, et face à l'explosion des transactions immobilières réalisées sur le marché noir, le gouvernement expérimente un dispositif inédit dans les villes françaises les plus touchées.

Le principe de «blanchiment institutionnel» est instauré : toute personne ayant réalisé des transactions frauduleuses ne pourra être condamnée pour ses méfaits antérieurs si elle répond par la positive à l'appel national du Ministère de l'Économie Parallèle.

Pour être en mesure de comprendre et d'intégrer les mécanismes de l'économie parallèle aux politiques publiques locales, les agents publics rattachés au MEP doivent se reconnecter à ces publics pour en étudier les

pratiques et les effets de réseaux. **Ainsi, le MEP s'associe au Ministère de la Justice pour lancer un appel national à Agents Publics Volontaires en Contrat à Durée Déterminée, spécialité économie souterraine.**

Ce dispositif à une triple vocation : proposer une alternative judiciaire à la peine carcérale pour les opérations de détournement économique, expérimenter des dispositifs adressés aux citoyens en décrochage public tout en permettant aux agents publics d'être formés par les meilleurs, ceux qui sont au cœur du détournement. C'est la première fois, dans l'Histoire politique, qu'une logique de communs est appliquée aux politiques économique et judiciaire du pays, et ce, en permettant l'institutionnalisation de la culture de détournement économique.